

Canadian Bureau for International Education

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Reprise économique et croissance Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est l'organisme national du Canada axé sur ses membres qui se consacre à l'éducation internationale. Le gouvernement a pris des mesures ambitieuses pour aider l'économie canadienne pendant la crise mondiale et le ralentissement tenace qui a suivi, et le BCEI pense que l'éducation internationale pourrait devenir une pièce maîtresse servant à bien placer le Canada en vue d'une prospérité économique. Si les autres secteurs se replient, l'éducation internationale connaît quant à elle un développement extraordinaire de sa demande et peut être considérée comme un marché « protégé » pour le Canada, où nous avons un avantage sur nos concurrents étant données la qualité et la réputation de notre enseignement à tous les niveaux. La mobilité des étudiants dans le monde a plus que doublé entre 2000 et 2007, où elle s'est chiffrée à 2,5 millions d'étudiants. Ce chiffre devrait atteindre les 7 millions d'étudiants d'ici à 2020. En 2009, le Canada a inscrit environ 3 % des étudiants internationaux du marché mondial, ce qui place le pays en sixième position derrière les É.-U., le Royaume-Uni, l'Australie, la France et l'Allemagne. L'Australie, qui a une taille et une population semblables à celles du Canada, a reçu 9,2 % du marché. Malgré notre toute petite part, l'économie du Canada en profite. En 2010, les étudiants internationaux au Canada ont dépensé plus de 7,7 milliards de dollars en frais de scolarité et frais de subsistance. Les répercussions s'en font sentir partout au pays. L'Université Thompson Rivers de Colombie-Britannique estime les répercussions annuelles de ses étudiants internationaux à 87,8 millions de dollars. La Nouvelle-Écosse estime les répercussions économiques des étudiants internationaux en 2008-2009 à 231 millions de dollars. La question que tout le monde se pose : jusqu'à quel point pouvons-nous faire mieux avec un investissement plus élevé? Un rapport de 2009 du MAECI compare les résultats du Canada à ceux de six pays concurrents. De 2003 à 2007, la population canadienne des étudiants internationaux a connu une croissance de 6 %; l'Australie a connu une croissance de 41 %, le Royaume-Uni, de 89 % et les États-Unis, de 27 %. Ces chiffres ont un rapport direct au montant investi dans la promotion de l'éducation par les gouvernements nationaux. À partir de 2007, le MAECI a investi un million de dollars par an sur cinq ans. Parallèlement, l'Australie investissait 20 millions de dollars par an et le Royaume-Uni, 23 millions de dollars. Les contributions des États-Unis et de l'Allemagne étaient bien plus élevées. Le gouvernement a fait un premier pas positif pour améliorer les résultats du Canada. Le Budget de 2011 a prévu 10 millions de dollars sur deux ans pour la promotion du pays et a annoncé un groupe consultatif sur la stratégie du Canada en matière d'éducation internationale. Les discussions du groupe ont abouti à un fort consensus sur les éléments principaux d'une stratégie. Le BCEI et ses partenaires du Consortium canadien pour le marketing international de l'éducation ont été appelés à donner des conseils au groupe à plusieurs occasions. Nous espérons que le rapport du groupe, qui devrait sortir très bientôt, recommande une stratégie générale à plusieurs volets que le gouvernement soutiendra, notamment en allouant l'investissement nécessaire pour le mettre en œuvre efficacement. Le BCEI recommande que le gouvernement fournisse un investissement conséquent et durable pour une stratégie complète de l'éducation internationale, appliquée en partenariat avec les grands acteurs du secteur, afin d'obtenir des résultats concrets basés sur des cibles ambitieuses pour les inscriptions

d'étudiants internationaux au Canada et d'étudiants canadiens à l'étranger.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

En 2012, les étudiants internationaux inscrits dans des établissements canadiens ont créé plus de 81 000 emplois dans le pays. Ce phénomène n'est pas limité aux grandes villes ni à une seule région. On l'observe à l'échelle nationale. En outre, il ne se limite pas à l'enseignement supérieur : les conseils scolaires et écoles de langues inscrivent de nombreux étudiants internationaux, ce qui crée des emplois en éducation et dans les collectivités environnantes. Ces données ne comprennent pas les emplois que l'on doit au tourisme au Canada des étudiants internationaux, de leur famille et de leurs amis. La valeur du tourisme étudiant est estimée à 336 millions de dollars en 2010. Les étudiants internationaux participent à des projets de recherche et développement dans les collèges et universités où ils vont, qui engendrent la création d'emploi dans le secteur privé. Les sondages indiquent aussi qu'après leur retour dans leur pays d'origine, les étudiants internationaux se tournent vers leur ancien pays d'accueil s'ils ont besoin de partenariats commerciaux. Bien qu'il soit difficile de les quantifier, ces pistes de création d'emplois sont bien réelles et très appréciées d'autres pays d'accueil. Le BCEI recommande que le gouvernement fournisse un investissement conséquent et durable pour une stratégie complète de l'éducation internationale, appliquée en partenariat avec les grands acteurs du secteur, afin d'obtenir des résultats concrets basés sur des cibles ambitieuses pour les inscriptions d'étudiants internationaux au Canada et d'étudiants canadiens à l'étranger.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

La cohorte de Canadiens âgés de 18 à 21 ans devrait diminuer de 10 % ces dix prochaines années, réduisant ainsi le bassin de personnes dans lequel les établissements d'enseignement supérieur puisent depuis toujours les nouveaux étudiants. Pendant que le Canada vieillit, certains pays, comme l'Inde, le Mexique et le Vietnam, rajeunissent. Près de la moitié de la population de l'Inde est âgée de moins de 25 ans, et 65 % de sa population a moins de 35 ans (pour une population totale d'1,21 milliard d'habitants). Selon les estimations, d'ici à 2020, l'âge moyen des Indiens sera de 29 ans. Plus de la moitié de la population du Mexique a moins de 25 ans, et l'âge moyen est de 27 ans. Plus de la moitié de la population du Vietnam a moins de 30 ans; 25 % de la population a entre 0 et 15 ans. En outre, une grande partie de la population d'Amérique centrale et du Sud est en train de se frayer un chemin dans la classe moyenne, qui devrait connaître une croissance de 75 % entre 2009 et 2030 (date à laquelle elle devrait comporter 313 millions de personnes). De ce groupe, 60 % seront brésiliens. De 2003 à 2011, 40 millions de Brésiliens sont entrés dans la classe moyenne. Pendant que des millions d'étudiants internationaux faisant leur entrée dans la classe moyenne et autres sont à la recherche de possibilités de faire leurs études à l'étranger, de nombreux établissements canadiens se heurtent à une diminution des inscriptions nationales, à des fermetures possibles de programmes et à des pertes d'emploi. Les étudiants internationaux peuvent contribuer à réduire ces difficultés puisqu'ils donneraient des ressources supplémentaires aux établissements et des avantages indirects pour la collectivité. Les établissements ont la capacité d'augmenter leur nombre d'étudiants internationaux sans

toutefois sacrifier la qualité de leurs programmes. Ils manquent pourtant de ressources pour mettre en place une stratégie solide pour faire la promotion du Canada. Bien sûr, de nombreux établissements ont fait des démarches pour se promouvoir à l'international et ont intégré des éléments utiles, comme la marque Imagine Canada, à leur portefeuille promotionnel. Dans un milieu de plus en plus compétitif, cela ne suffit malheureusement pas, il faut en faire davantage. Dans le secteur de l'emploi, d'ici à 2021, le Canada se heurtera à une pénurie de main-d'œuvre (il lui manquera 1,5 million de personnes), qui devrait empirer d'ici à 2026 (2,1 millions) et 2031 (2,7 millions). Les diplômés internationaux de nos établissements constituent une source précieuse de talents (déjà intégrée à nos collectivités locales) qui devrait être exploitée pour renflouer notre main-d'œuvre. On assiste à des progrès dans l'élaboration de programmes visant à retenir les diplômés internationaux au Canada, notamment avec le Programme de travail postdiplôme, la catégorie de l'expérience canadienne et le Programme candidats des provinces. Il faut renforcer ces programmes et les développer pour qu'ils relèvent le défi de retenir les diplômés au pays. Les familles doivent être aidées par des mesures favorables, par exemple, par l'admissibilité à un permis de travail pour les époux en cas de programme de travail postdiplôme. Le BCEI recommande que le gouvernement fournisse un investissement conséquent et durable pour une stratégie complète de l'éducation internationale, appliquée en partenariat avec les grands acteurs du secteur, afin d'obtenir des résultats concrets basés sur des cibles ambitieuses pour les inscriptions d'étudiants internationaux au Canada et d'étudiants canadiens à l'étranger.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Dans *Avantage Canada* et *Foncer pour gagner*, le gouvernement a affirmé l'importance d'attirer des étudiants internationaux et de préparer les Canadiens à interagir efficacement dans l'économie mondiale. Il est essentiel de demander à davantage d'étudiants canadiens de participer à des échanges à l'étranger pour préparer le Canada à naviguer et à faire affaire avec d'autres pays et cultures. Il a été démontré que les échanges internationaux transforment les étudiants en élargissant leurs horizons et en les aidant à comprendre la place du Canada dans le monde. Plus encore, les études à l'étranger, aussi courtes soient-elles, ont de grandes répercussions sur les compétences, la préparation au marché du travail et les perspectives professionnelles des étudiants. Les employeurs voient de plus en plus l'expérience internationale comme une valeur ajoutée, voire comme étant essentielle. Dans un sondage du BCEI, 91 % des employeurs ont dit accorder de la valeur aux candidats qui ont de l'expérience internationale, et 50 % ont dit que, à compétences égales, ils privilégieraient l'expérience d'études à l'étranger au moment d'embaucher un nouvel employé. Les études internationales mènent à moyen terme à des partenariats en commerce, en recherche scientifique et dans de nombreux autres types de secteurs. Actuellement, seuls 3 % des étudiants universitaires canadiens et 1,1 % des collégiens participent à des programmes d'échange. D'autres pays ont obtenu des pourcentages beaucoup plus élevés : 33 % des étudiants universitaires allemands et 15 % des étudiants australiens participent à des échanges. Les pays émergents investissent énormément dans les bourses internationales pour leurs étudiants afin de dynamiser leur compétitivité nationale dans l'économie mondiale. Le programme *Science sans frontières*, que le Brésil a récemment annoncé, propose 75 000 bourses gouvernementales sur quatre ans. En réponse à un appel de la présidente, le secteur privé du Brésil a financé 26 000 bourses de plus, pour un total de 101 000 bourses. En comparaison, le Canada propose une poignée de bourses pour des études à l'étranger à ses citoyens, principalement des bourses de chercheur-boursier proposées par les conseils de subventions. RHDCC et le MAECI ont en fait récemment limité les programmes qui offraient des possibilités de bourses. Un investissement solide et

stratégique dans les expériences d'études à l'étranger (études, stages, recherche) peut permettre au Canada de renforcer son expertise dans de grands domaines et régions géographiques, et faire croître sa productivité à moyen terme en fonction des forces nationales. Le BCEI recommande que le gouvernement fournisse un investissement conséquent et durable pour une stratégie complète de l'éducation internationale, appliquée en partenariat avec les grands acteurs du secteur, afin d'obtenir des résultats concrets basés sur des cibles ambitieuses pour les inscriptions d'étudiants internationaux au Canada et d'étudiants canadiens à l'étranger.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Politique et pratique en matière d'immigration La capacité du Canada à tirer parti de la mobilité des étudiants, notamment les programmes à grande échelle parrainés par des gouvernements étrangers, est gênée par des contraintes de ressources dans nos services d'immigration. Citoyenneté et immigration Canada (CIC) a fait des progrès concernant ses services, par exemple, par les candidatures sur Internet, le système mondial de gestion des cas et la simplification des principaux processus. En revanche, les augmentations de volume annuel ne se voient pas offrir les ressources correspondantes pour maintenir et améliorer la prestation de services. Il est difficile d'insister davantage sur les dégâts causés par un traitement léthargique des permis d'études lorsque les pays concurrents parviennent à les traiter rapidement. Même si nos délais de traitement s'améliorent, il faut des années pour changer la perception selon laquelle nous n'accueillons pas correctement les étudiants et ne sommes pas aimables envers les parrains qui essaient de trouver des places efficacement à des centaines ou des milliers d'étudiants au Canada. CIC est la porte d'entrée à l'éducation canadienne. Un service rapide et à l'écoute des clients est essentiel pour que le Canada attire les étudiants internationaux. CIC doit avoir les ressources nécessaires pour proposer ce service efficacement et simplement. Les ressources appropriées générées par les frais des permis d'études doivent être affectées au soutien de l'infrastructure de CIC consacrée au Programme des étudiants internationaux. Nouveau plan d'action pour le Canada L'éducation internationale est de plus en plus comprise et appréciée par le gouvernement, mais son profil continue à déperir. Dans une économie mondiale du savoir, l'éducation est essentielle pour des raisons évidentes, et l'internationalisation de l'éducation (mobilité vers le pays et en dehors de celui-ci, programmes scolaires élargis, partenariats internationaux de recherche) est essentielle si le pays souhaite rester d'actualité, compétitif et branché. Le gouvernement a fait des progrès. Il est désormais temps de donner une grande importance à l'éducation internationale, et d'investir de l'énergie et des ressources pour faire passer le Canada au niveau supérieur en tant que fournisseur d'éducation dans le monde et de partisan de l'internationalisation pour les Canadiens. Pour ce faire, il faut communiquer en amont avec le secteur de l'éducation et le faire participer en passant par ses associations nationales, par les provinces et territoires, par le secteur privé, par les fondations et par les collectivités. Nous préconisons une méthode coordonnée, défendue par le plus haut échelon, optimisant l'expertise du secteur de l'éducation et sa capacité à assurer les programmes et services. Le plan d'action du gouvernement était favorable à différents types de projets d'infrastructure solides visant à surmonter la crise économique après 2008. C'est maintenant la période idéale pour un projet national basé sur le savoir qui construira l'économie canadienne de demain – une stratégie solide sur l'éducation internationale à l'avantage du Canada et des Canadiens.